

La nouvelle immigration

La structure de l'immigration suisse s'est radicalement transformée, ces dix dernières années, au profit de personnes possédant des qualifications bien supérieures à celles des générations précédentes. Ce phénomène correspond à la mutation structurelle accélérée subie par le marché du travail. La nouvelle politique migratoire – Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE, nouvelles lois sur les étrangers et l'asile – tient parfaitement compte de l'évolution récente de la demande en main-d'œuvre de l'économie suisse. Par ailleurs, on n'a pas jusqu'à présent constaté que l'immigration ait eu des effets redistributifs négatifs sur la population suisse.



Les nouveaux immigrants présentent trois caractéristiques principales: la proximité de leur origine avec la Suisse, un niveau de qualification élevé et leur intégration au marché du travail. En illustration: le centre de développement de Google à Zurich.

Photo: Keystone

Les immigrants représentent 26% de la population suisse. Cette proportion est plus importante que dans des pays d'accueil traditionnels comme l'Australie ou le Canada; elle est même deux fois plus élevée qu'aux États-Unis. Il n'est, dès lors, pas étonnant que dans notre pays la politique migratoire ait alimenté tant de controverses ces dernières années. Curieusement, toutefois, on évoque beaucoup moins le fait qu'en l'espace d'une décennie, la population immigrante, composée autrefois pour l'essentiel de personnes dotées d'un faible niveau de formation, soit devenue aujourd'hui une sorte d'élite comprenant une majorité d'actifs de qualification moyenne à supérieure.



Daniel Müller-Jentsch
Chef de projet, Avenir Suisse, Zurich



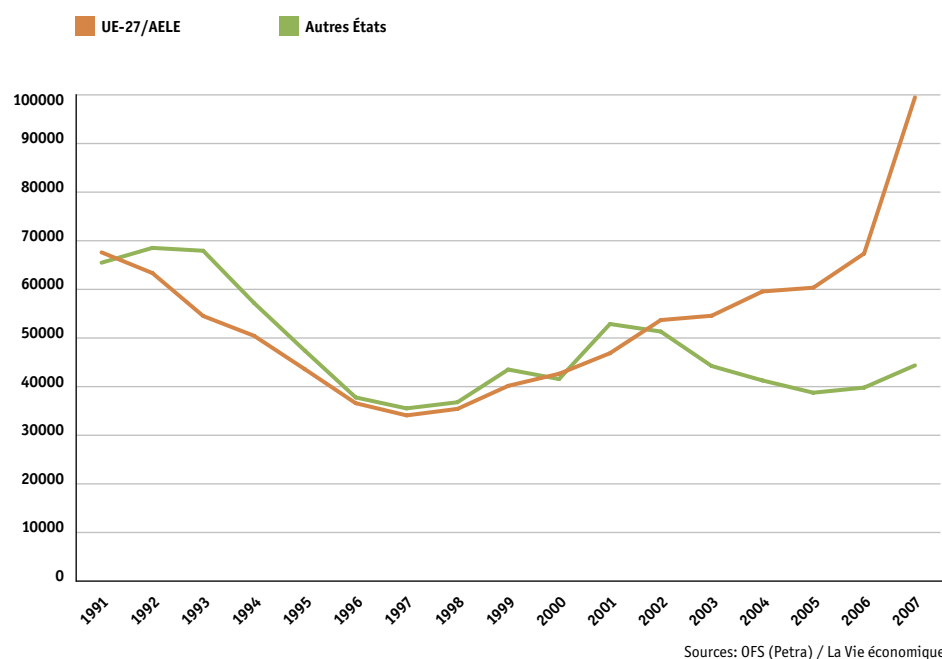
Boris Zürcher
Membre de la direction, Avenir Suisse, Zurich

La «nouvelle immigration» présente trois caractéristiques majeures:

1. Alors que dans les années nonante, 50 à 60% des immigrants provenaient de pays n'appartenant pas à l'UE, près de 70% d'entre eux sont aujourd'hui issus de cette zone (voir *graphique 1*). Ainsi, la principale source d'immigration se situe dans des régions culturellement et linguistiquement proches de la Suisse, ce qui facilite l'intégration sociale et professionnelle.
2. Alors que moins de 20% des immigrants établis en Suisse depuis le début des années nonante possèdent un diplôme du degré tertiaire, ce taux est de 58% parmi les nouveaux arrivants, et donc supérieur à ce qu'il est chez les Suisses eux-mêmes (voir *graphique 2*).
3. Alors qu'en 1998, seuls 20% des immigrants venaient en Suisse en tant que travailleurs, ce chiffre était de 47% en 2007, soit plus du double. En outre, parmi les immigrants d'Europe septentrionale et occidentale, le taux de chômage est exactement le même que celui des Suisses; il est aussi nettement plus faible que pour

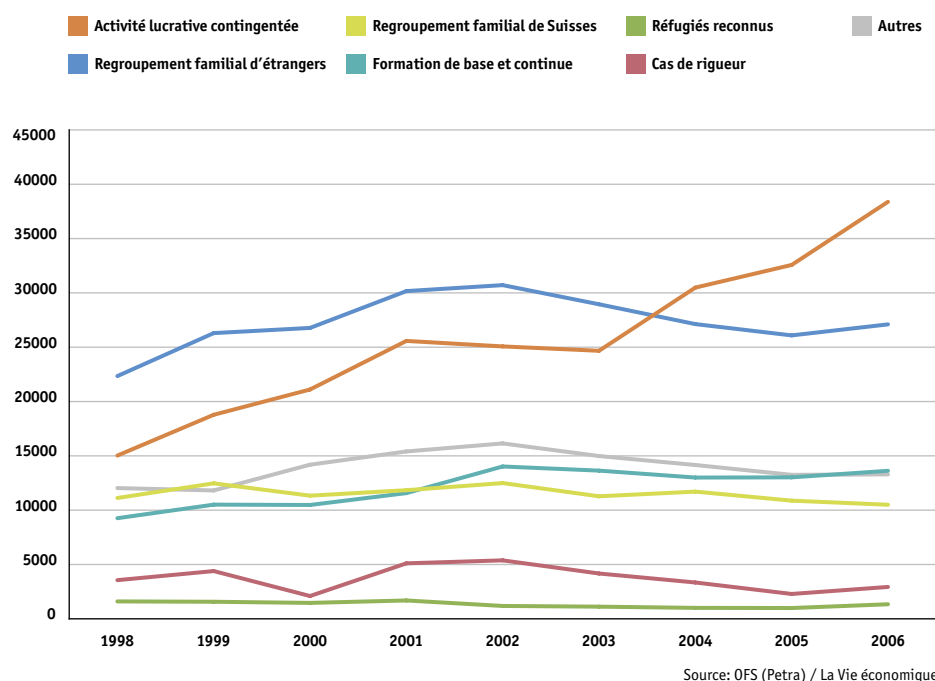
Graphique 1

Origine des nouveaux immigrants, 1991-2007



Graphique 2

Motivations des nouveaux immigrants, 1998-2006



Encadré 1

Un ouvrage sur la question

Dans l'ouvrage intitulé *Die Neue Zuwanderung*, Avenir Suisse analyse les ruptures dans la composition de l'immigration suisse ainsi que leurs implications économiques, sociales et politiques pour notre pays. Ce recueil comprend des contributions provenant de plus d'une dizaine de scientifiques et d'experts.

Avenir Suisse, Daniel Müller-Jentsch (éd.), *Die Neue Zuwanderung – die Schweiz zwischen*

Brain-Gain und Überfremdungsangst, éd. NZZ, octobre 2008, 344 pages, ISBN 978-3-03823-475. Résumé en français sur le site www.avenir-suisse.ch sous le titre: *La nouvelle migration – La Suisse entre immigration des cerveaux et crainte d'une perte d'identité*.

les autres catégories d'étrangers. La nouvelle immigration irrigue donc le marché du travail bien plus que l'ensemble du corps social (voir *graphique 3*).

Libre circulation des personnes: un coup d'envoi libérateur

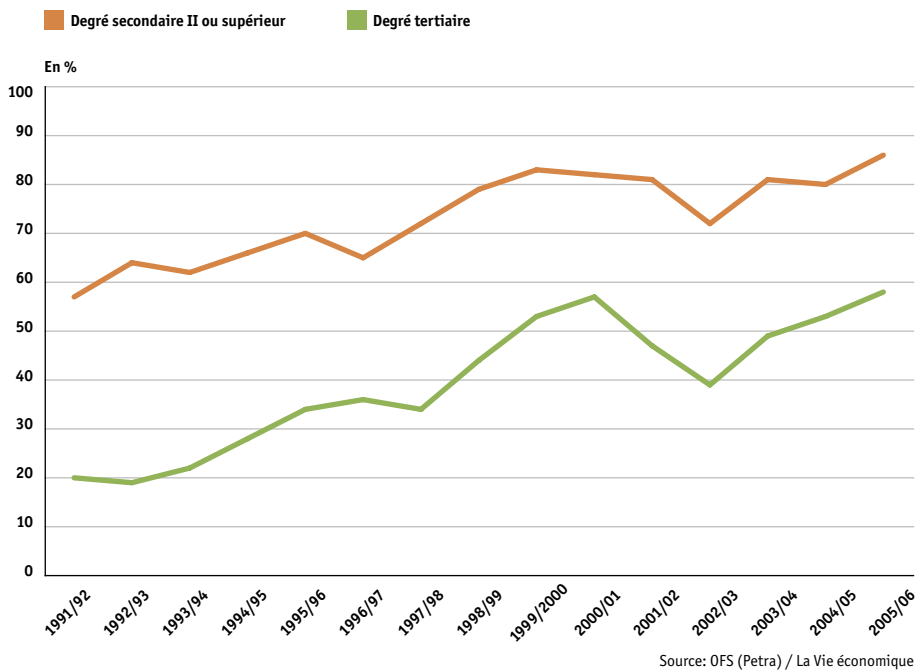
Dans le climat qui caractérisait la politique migratoire de la fin des années nonante, la conclusion du premier Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE a formé un signal «libérateur». L'accord a introduit un changement de paradigme dans la politique d'immigration, loin du système de contingentement antérieur, en même temps qu'il ouvrait la voie à une révision totale de la loi sur les étrangers. Il existe aujourd'hui une sorte de tripartition du droit des étrangers. Les États de l'UE/AELE bénéficient du régime de libre circulation fondé sur le principe de la non-discrimination. Après l'abandon en 2004 de la préférence accordée aux travailleurs indigènes et l'introduction de mesures d'accompagnement visant à assurer des conditions de travail et de rémunération minimales, le contrôle ex-ante de l'accès au marché du travail a été remplacé par un contrôle ex-post de la demande de personnel. Les travailleurs venant de *pays extérieurs à l'UE/AELE* restent soumis à la nouvelle loi sur les étrangers de 2006, fondée sur le principe de l'immigration sélective. Parmi eux, seules sont admises les personnes qualifiées; la priorité aux travailleurs indigènes est maintenue et le droit au regroupement familial limité. Pour l'octroi des autorisations, la nouvelle loi sur les étrangers préserve en outre la prééminence des intérêts de branches ou de politique régionale spécifiques. Les *réfugiés*, quant à eux, relèvent de la législation sur l'asile, qui s'est progressivement durcie ces dernières années, à l'unisson des politiques pratiquées par les États membres de l'UE et en conformité avec l'adhésion de la Suisse à l'espace Schengen.

Les mutations structurelles de l'économie, un facteur déclenchant

Si ces réformes de la politique migratoire ont facilité l'accès au marché du travail suisse pour les spécialistes en provenance de l'UE (libéralisation de l'offre), c'est un changement de la demande qui est à l'origine de la nouvelle immigration: les mutations structurelles de l'économie suisse au profit d'activités à forte valeur ajoutée ont accru les besoins en main-d'œuvre qualifiée. Entre 1997 et 2007, le nombre de personnes actives en Suisse a progressé de 461 000, soit de 11% en l'espace d'une décennie. Outre cette évolution d'ordre purement quantitatif, la demande de tra-

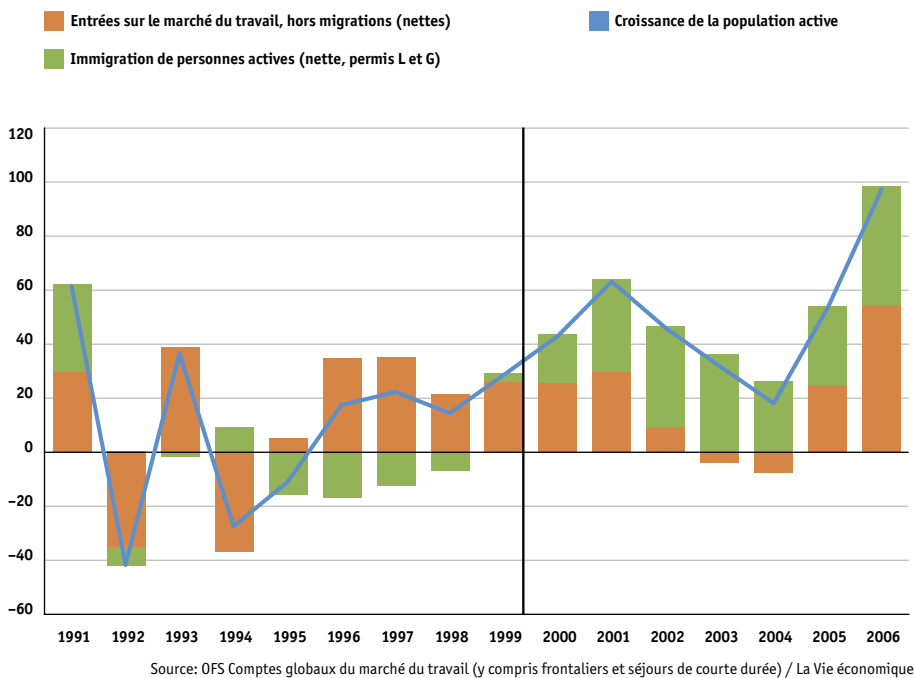
Graphique 3

Niveau de formation des étrangers domiciliés en Suisse d'après leur année d'arrivée, 1991/92-2005/06



Graphique 4

Solde migratoire des personnes actives et des entrées nettes sur le marché du travail, hors migrations 1991-2005



vailleurs a aussi connu un changement qualitatif, dont l'une des manifestations les plus notables est l'augmentation de la proportion d'universitaires dans le nombre total d'immigrés: entre 1991 et 1997, celle-ci a progressé de manière régulière, passant de 20% à quelque 35%. Les trois années suivantes, elle a bondi à plus de 55%. Elle a ensuite reculé provisoire-

ment, sous l'effet du ralentissement conjoncturel des années 2001 et 2002, pour repartir à la hausse et atteindre depuis lors près de 60%.

Le «miracle de l'emploi» auquel on a assisté ces dernières années provient avant tout des profondes mutations structurelles dont la principale responsabilité revient aux réformes de politique économique. La fin de la crise de croissance, dans la seconde moitié des années nonante, a entraîné un processus de transformation favorisant la valeur ajoutée à fort coefficient de connaissances et de capital humain. En raison de la mondialisation croissante des entreprises suisses et de leur imbrication toujours plus étroite dans le système de la division internationale du travail, l'économie helvétique a amélioré sa position en matière de valeur ajoutée. De nombreuses activités à faible valeur ajoutée ont disparu ou ont été transférées (délocalisées) à l'étranger, tandis que les activités à forte valeur ajoutée s'y sont maintenues et que de nouvelles ont été introduites.

Les corrélations positives entre mutations structurelles, politique migratoire et croissance apparaissent à travers l'évolution de ces trois indicateurs: étant donné que le renversement de tendance en matière de qualifications est déjà intervenu au milieu des années nonante – autrement dit avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes –, il est probablement dû à des changements touchant la demande de main-d'œuvre. En revanche, depuis 2001, le recul sensible du nombre d'arrivants en provenance d'États non-membres de l'UE est visiblement l'œuvre des mesures prises en matière de politique migratoire. Quant à l'immigration nette de personnes actives – autre indicateur à prendre en compte –, elle affiche une hausse marquée depuis quelques années seulement (voir *graphique 4*). Actuellement, la libre circulation des personnes (depuis 2002) et la forte croissance de l'activité apparaissent comme les principaux moteurs de la Suisse.

L'accélération de la croissance économique observée ces dernières années était indissociable des mutations structurelles et de la libre circulation des personnes. La présence en nombre suffisant de cadres, d'ingénieurs et de spécialistes étrangers était en effet indispensable pour permettre aux mutations structurelles de se déployer entièrement et assurer au pays un surplus de valeur ajoutée. Si la demande de travailleurs n'avait pas évolué, le marché du travail n'aurait pas attiré la nouvelle immigration. L'Accord sur la libre circulation des personnes, conclu avec l'UE, est donc une réponse (importante) de la politique migratoire au changement de comportement des entreprises en matière de recrutement.

Tableau 1

Étudiants en université et universitaires étrangers immigrés, selon disciplines, 1995/96-2005/06

Discipline	Étudiants			Immigrants 1995/2000	Différences absolues		
	1995/96	2000/01	2005/06		1995/96	2000/01	2005/06
Sciences humaines et sociales	0.329	0.367	0.380	0.100	0.229	0.267	0.280
Sciences économiques	0.138	0.139	0.130	0.225	0.087	0.086	0.095
Droit	0.124	0.114	0.121	0.054	0.070	0.060	0.068
Sciences exactes et naturelles	0.175	0.167	0.171	0.353	0.179	0.196	0.182
Médecine/pharmacie	0.120	0.107	0.098	0.152	0.032	0.045	0.054
Sciences techniques	0.114	0.106	0.100	0.116	0.002	0.010	0.016
Différence de profil	–	–	–	–	0.299	0.327	0.348

Source: OFS, Müller-Jentsch, Zürcher / La Vie économique

La nouvelle immigration, un moteur de croissance

La nouvelle immigration constitue un véritable moteur de croissance. De 2001 à 2005, la progression de l'emploi était à 69% imputable à l'immigration (voir *graphique 4*). Aujourd'hui, 27% du total des heures travaillées en Suisse sont fournies par des étrangers. Ces chiffres sont encore plus élevés dans les postes clés, où le nombre de professeurs étrangers, par exemple, a doublé en l'espace de vingt ans et représente actuellement 43% des effectifs. Selon de récentes études, plus de 40% des cadres dirigeants des cent plus grandes entreprises de Suisse sont d'origine étrangère et cette proportion atteint même un bon 50% parmi les nouveaux grands dirigeants. Ces ressources humaines «importées» agissent doublement sur la croissance: elles produisent un effet unique (pour chaque période où l'on enregistre une hausse de l'immigration nette) et un effet durable (dans la mesure où les immigrés hautement qualifiés stimulent le potentiel d'innovation, et donc la croissance en Suisse).

Sheldon (2008) a calculé la contribution des immigrés à la hausse de la productivité en Suisse en se basant sur les données contenues dans le recensement de la population. Celles sur la rentabilité de la formation lui ont permis d'étudier les effets de l'amélioration du niveau de formation des travailleurs étrangers sur la productivité de notre économie. Il arrive à la conclusion que, de 1995 à 2000, on doit la quasi-intégralité de la hausse annuelle de 0,5% de la productivité aux nouveaux arrivants, ce qui correspond à un apport de 2,4 milliards de francs au produit intérieur brut (PIB), malgré le fait que, sur cette même période, le nombre de nouveaux universitaires étrangers travaillant à temps complet ne s'élevait qu'à 25 000. Désormais atteint chaque année ou presque, ce chiffre

atteste que la nouvelle immigration fournit un apport essentiel à la productivité helvétique. Force est donc d'admettre que la production suisse ne pourrait être maintenue à son niveau élevé sans le personnel étranger.

Selon des études empiriques, un haut niveau de formation entraîne non seulement les effets uniques sur la productivité évoqués plus haut, mais aussi une accélération durable de la croissance économique. Moins importante que la hausse de la productivité, celle-ci se répète en revanche chaque année. *Hanushek/Klimko (2000)* et *Barro (2001)* ont calculé que l'augmentation d'une année de la formation de la population active se traduit par une hausse durable de la croissance de l'ordre de 0,20% à 0,44%. Si l'on se fonde sur la croissance suisse, qui a été de 1,5% en moyenne entre 1982 et 2005, l'arrivée d'un nombre même relativement faible d'universitaires étrangers dans les années 1995 à 2000 a déjà contribué pour 2,3% à 5,2% au gain de productivité observé de 2001 à 2005. De telles estimations apparaissent encore bien timides quand on sait que la proportion d'immigrants universitaires est particulièrement élevée dans les domaines à fort impact sur la productivité. Comparant les profils des universitaires immigrés et des étudiants suisses, *Sheldon* montre que 17% seulement des étudiants inscrits aux universités suisses ont opté pour les sciences exactes et naturelles, alors que, dans les années 1995 à 2000, c'était le cas de 35% des universitaires immigrés (voir *tableau 1*).

Effets redistributifs de la nouvelle immigration

Le grand public se focalise bien plus sur les effets de redistribution liés à l'immigration que sur les gains en termes d'efficience et de prospérité économique qui en découlent. Ces effets redistributifs se manifestent de diverses manières, au niveau des salaires, de la croissance économique et des prix de l'immobilier notamment. Contrairement à ce que d'aucuns craignaient, la libre circulation des personnes n'a guère eu, à ce jour, d'effets redistributifs négatifs sur la population suisse. *Föllmi (2008)* démontre par exemple que, malgré un afflux massif d'étrangers et le changement structurel de l'immigration, la répartition des revenus et des salaires est restée étonnamment constante ces trente dernières années. Alors que dans la plupart des pays industrialisés, le capital a accru sa présence dans le revenu national au détriment de celui des travailleurs depuis les années quatre-vingt, en Suisse, la quote-part des salaires a progressé pour s'établir à plus de 65%. En outre, la nouvelle im-

Encadré 2

Bibliographie

- Sheldon George, «Was bringt uns die Neue Zuwanderung? Eine Kosten-Nutzen-Betrachtung», dans *Die Neue Zuwanderung. Die Schweiz zwischen Brain-Gain und Überfremdungsangst*, Avenir Suisse, 2008.
- Föllmi Reto, «Gewinner und Verlierer der Neuen Zuwanderung. Ökonomische Verteilungseffekte», dans *Die Neue Zuwanderung. Die Schweiz zwischen Brain-Gain und Überfremdungsangst*, Avenir Suisse, 2008.
- Hanushek Eric et Kimko Dennis, «Schooling, Labor Force Quality, and the Growth of Nations», *American Economic Review*, 90(5), 2000, pp. 1184-1208.
- Barro Robert, «Human Capital and Growth», *American Economic Review*, 91(2), 2001, pp. 12-17.

migration tend même à atténuer les écarts de revenus dans la mesure où elle freine la hausse des salaires des personnes hautement qualifiées et stimule les rémunérations de la main-d'œuvre peu formée. Ainsi, le rapport entre le premier et le dernier déciles de revenu n'a que très faiblement varié au cours de ces dix dernières années.

L'inégalité sociale n'a donc quasiment pas progressé. En outre, une partie importante de la population profite des gains de productivité et du surplus d'activité dus à la nouvelle immigration. Les indicateurs macro-économiques ne sont pas les seuls à confirmer le bilan positif. Föllmi se réfère aussi à des études dont il ressort que la Suisse présente une mobilité des revenus élevée en comparaison internationale. De même, les très faibles échos suscités jusqu'ici par la mise en œuvre des mesures d'accompagnement de la libre circulation des personnes confirment l'inanité des craintes de dumping salarial et de chamboulements sociaux consécutifs à une immigration massive. Föllmi observe des exceptions dans certains segments de marché autrefois verrouillés (par exemple celui des médecins de campagne), où l'on peut considérer qu'une certaine érosion des rentes économiques par le jeu de la concurrence est

inévitabile. Pour Föllmi, l'un des rares secteurs pouvant présenter des effets redistributifs problématiques est le marché de l'immobilier où, récemment, les prix ont nettement augmenté dans les régions de Zurich et de Genève.

Conclusion

Les données structurelles de la politique migratoire évoquées en introduction, tout comme les calculs en matière de croissance, permettent d'affirmer que la nouvelle immigration est devenue un important moteur de développement. Rien d'étonnant dès lors si, en 2007, la Suisse a enregistré des valeurs record tant en matière de croissance économique (3,3%) que d'augmentation de la population (1,1%). La qualité du niveau de formation des nouveaux migrants et leur nombre sont exceptionnels en comparaison internationale, compte tenu de la taille du pays. Et même si l'on ne dispose pas encore du recul nécessaire pour se faire une idée précise des effets de la libre circulation des personnes sur la croissance, force est d'admettre que l'évolution observée jusqu'ici est nettement positive. ■

Global Finance déclare
«Meilleure banque
pour le financement
commercial en
Suisse».

**Nous disons aussi
«Savoir-faire pour
les PME suisses».**



Le célèbre magazine Global Finance a cette année encore, et pour la 8^e fois consécutive, décerné au Credit Suisse le titre de meilleure banque pour le financement commercial en Suisse. Pour savoir comment bénéficier, vous aussi, de notre savoir-faire international, contactez-nous au 0800 880 885, lors de votre visite à la Prodex ou sur Internet.
www.credit-suisse.com/kmuinternational

De nouvelles perspectives. Pour vous.

CREDIT SUISSE 